

**Semaine de la cohésion sociale à Mopti : Un cadre idéal pour rapprocher les cœurs**

MALI

**959**

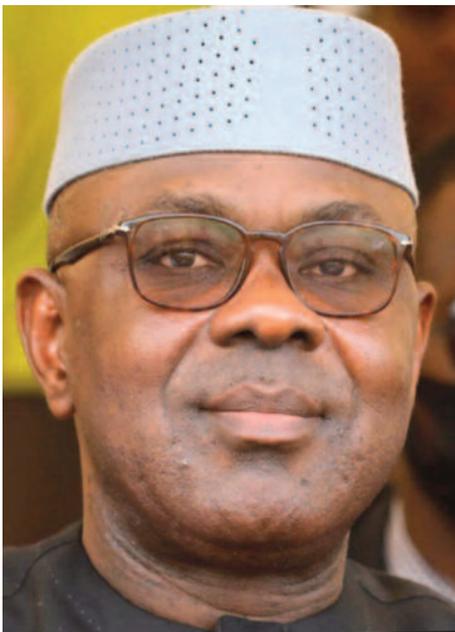
www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 22 OCTOBRE 2021

**Malikilé**

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Situation politique au Mali qui demain ? (3<sup>ème</sup> Partie)**

**Les hommes d'affaires rentrent dans la danse**

**M**alikilé a annoncé une nouvelle rubrique intitulée « Voyage au cœur de... ». Chose promise, chose due : notre analyse en trois parties sur une question majeure qui taraude l'esprit des maliens : qui pour diriger le Mali au sortir de la Transition ? ...



**Conférence nationale sur le karité : Une filière pourvoyeuse de richesses !**



**Filière coton : Les acteurs appellent à l'unisson**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**21** Oct.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**1359**

Nouveaux cas confirmés

**44**

Nouveaux guéris

**17**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**61** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**05** cas graves en soins intensifs  
**191** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**15 741**

**Guéris**

**14 524**

**Décès**

**558**

dont 826 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.23



## / Une /

Situation politique au Mali qui demain ? (3ÈME PARTIE) : Les hommes d'affaires rentrent dans la danse

P.4

## / Brèves /

Mali : Nasser Al Tergui, commandant d'une importante Katiba du GSIM, tué par l'armée française  
 OCS de Sikasso : Démantèlement d'un réseau local de trafic de drogue par les éléments de l'Antenne de la région  
 Imam Mohammad Mahi Ouattara : « Ce qu'on organise sous couvert de Maouloud ne l'est pas. La plupart, c'est du vagabondage »  
 Partis FASO KEWALE et NEMA : La fusion actée ce vendredi

P.10

P.10

P.11

P.11

## / Actualité /

Sécurité : Le Mali et le repositionnement militaire français  
 Entreprenariat des jeunes au Mali : L'ONG ENGIM équipe 42 entreprises  
 Conférence nationale sur le karité : Une filière pourvoyeuse de richesses !  
 Filière coton : Les acteurs appellent à l'unisson

P.13

P.16

P.17

P.19

## / Politique /

Mali : J'aurais voulu soutenir le Président de Transition  
 Transition : Juste combat, mauvaise arme  
 Semaine de la cohésion sociale à Mopti : Un cadre idéal pour rapprocher les cœurs

P.20

P.22

P.23

## / Culture & société /

Culture : Origine du nom de famille Traoré

P.24

## / International /

Sommet de l'UE : Entre le prix du gaz et la Pologne, indigeste menu pour les 27  
 Libye : Stabiliser le pays, l'objectif de la conférence internationale de Tripoli

P.25

P.26

## / Sport /

CAN féminine 2022 : Programme et résultats des qualifications

P.27

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Situation politique au Mali, qui demain ? (3<sup>ème</sup> Partie)

### Les hommes d'affaires rentrent dans la danse

**M**alikiélé a annoncé une nouvelle rubrique intitulée « Voyage au cœur de... ». Chose promise, chose due : notre analyse en trois parties sur une question majeure qui taraude l'esprit des maliens : qui pour diriger le Mali au sortir de la Transition ? Après « **Le trio : Assimi, Choguel, Sadio au tournant de l'histoire** », abordé hier, et « **Le crépuscule des partis classiques** »

**nous concluons notre triptyque avec « Les hommes d'affaires qui rentrent dans la danse ».**

Un des experts de l'IFC (l'organe de la Banque Mondiale, chargé du développement du secteur privé) disait qu'au Mali, il y a très peu d'hommes d'affaires, mais beaucoup d'affairistes. Et depuis quelques temps, nous assistons à une sorte de transhumance entre

quelques chefs d'entreprises et le monde politique. Heureusement, il ne s'agit pas de ceux dont la réputation dépasse les frontières nationales comme les Mossadeck Bally, Mamadou Sidibé, ...

Le bal a été ouvert en 2018 par **Aliou Boubacar Diallo (ADP Maliba)**. Pour beaucoup, M. Diallo est un riche homme d'affaires malien. Ex-proprétaire de la mine d'or Wassoul'Or (vendu à son pesant d'or, paraît-il) et de recherche pétrolière Petroma, l'homme déclare détenir la seule réserve d'hydrogène au monde. Pour ces détracteurs, Alou Diallo serait un sulfureux homme d'affaires condamnés dans certains pays. Sur le plan politique, le fondateur d'ADP est celui qui a réalisé les meilleures avancées sur le plan politique. Déjà en 2018, avec le soutien du Cherif de Niore, Bouyé Haidara, il arrivait en 3ème position derrière IBK et Soumaïla Cissé. Mais il est aujourd'hui admis que ces élections n'avaient aucune valeur politique réelle. Si ses relations se sont un peu distandues avec le Cherif, il bénéficie de soutiens de quelques grands com-

mercant comme l'ex député de Nioro, Dadié Ba et son fils Mamadou Ba, qui chercheraient à approcher leur poulain d'Assimi Goïta. Sans succès avéré pour l'instant. Par contre, il a perdu certains de ses technocrates qui lui donnaient une certaine crédibilité, comme Amadou Thiam.

2020/2021, a enregistré l'arrivée de deux autres acteurs du monde des affaires. D'abord **Seydou Mamadou Coulibaly (BENKAN)**, PDG de CIRA-SAS, une société de Conseil d'ingénierie, spécialisée dans la conception, et la supervision des travaux d'infrastructures. Parti en flèche, avec le thème du renouveau de la classe politique, il a été fortement mis en cause sur les nombreux marchés d'état que sa société a gagné sous le règne d'IBK et de sa proximité avec Karim Keïta. Il serait également dans une scabreuse affaire de terrain à l'ACI. L'erreur qui pourrait être fatale à Seydou Coulibaly est de s'être présenté en chevalier blanc sur le terrain politique. Il ne de secret pour toute personne au fait de la situation du Mali sous IBK que « marchés d'état étaient généralement synonymes de corruption, surfacturation...Loin de ce qui est recherché pour le Malicoura. Au-delà de sa propre formation politique, l'homme d'affaires chercherait à satelliser l'ADEMA sur sa rampe de lancement présidentiel. On retrouve également sur la liste de soutien, Mamadou dit Dadié Sangaré, pour-



tant un adhérent de l'URD, dont les textes interdisent tout soutien à un candidat autre que celui du Parti.

Le dernier arrivant est **Ibrahima Diawara**

**(MTC-MSD)**, PDG de Solar Energy. Auparavant, il a prospéré dans les matériaux de recouvrement des sols : carrelage et pavé. Il s'est également illustré pour le compte de son ami, l'ancien ministre des Transports et des Equipements, Hamed Diagne Semega, dans l'affaire des pluies provoquées. Affaire qui a fait l'objet de certaines remises en cause de l'avion acheté par le gouvernement du Mali, et qui aurait été géré comme un bien personnel. Si ces hommes d'affaires ont connu une certaine réussite financière (avec ou sans les marchés d'états), il est frappant de constater qu'ils ne bénéficient d'aucune expérience gouvernementale. Leurs pas en politique ne rassurent pas du tout.

Ce que les Hautes Autorités de la Transition cherchent avant tout est de pouvoir passer le relais à un président 100% capable de poursuivre l'œuvre de refondation qu'elles ont commencée. Le report des élections permettra de laisser le temps de rechercher l'Homme de la situation. Si Dieu le veut bien.

■ **Moctar Sow**



## ■ Larmes des pauvres



#Mali --#Mopti 20/10 bilan de l'affrontement qui a opposé les dozo aux djihadistes à #Marebougou ( #Djénné). Côté dozo : - 54 morts ( vidéo diffusée par les radicaux) -58 blessés dont quatre (4) ont succombé ( source hospitalière).

#Mali -- Dans la nuit du 20 au 21/10 des individus armés ont perpétré une attaque à #Blinndio ( 80 km au nord-ouest de #Sikasso) dans le Ganadougou. Un important dégât matériels a été enregistré, des employés d'une entreprise privée ont enlevés.

#Mali --#Mopti Ce 20/10 Selon plusieurs sources concordantes un affrontement meurtrier opposant à la milice dozo qui tentait de briser le blocus de #Marébougou ( #Djénné) au combattants djihadistes.

Un super tucano #FaMa avait survolé la zone, aucun bilan humain n'est disponible. Selon les mêmes sources, plusieurs dizaines de dozo aurait péri au cours de cet affrontement. L'information reste à confirmer à cause de l'isolement de la localité.

Le bilan provisoire de l'affrontement qui a opposé les combattants de KM aux miliciens dozo à #Marébougou fait état au moins d'une quarantaine de morts parmi les dozo et plusieurs dizaines de blessés. Vidéo du rassemblement prise ce 20/10 à #Simaye.

## ■ JeSuisDuSahel



@Dorijjo @ocisse691  
En 2019 je crois , quand Koufa a proposé aux dosos une trêve pour épargner les civils des deux communautés , certains ont vu un affaiblissement du jnim. Des extrémistes dogons on inciter la milice à rejeter l'idée d'une trêve , prétendant qu'ils sont en position de force

## ■ Serge Daniel



#Mali - Le gouvernement malien dément avoir donné son feu vert pour des négociations avec les Jihadistes.

## ■ Abdoul MBAYE



Bravo Koutia! Ce prix te récompense et honore le Sénégal. Tu t'es souvent moqué de moi, mais je n'ai pu qu'en rire avec tous. Félicitations et très bonne continuation.

## ■ Wassim Nasr



#Syrie la famille d'Omar Omsen affirme avoir reçu des témoignages de soutien depuis plusieurs pays dont la #France appelant #HTS à sa libération



## ■ Ministère des Affaires étrangères du Mali

Une délégation du Conseil de sécurité des #NU effectuera les 23 & 24 oct. une visite officielle au Mali dans le cadre des consultations régulières entre le Gouvernement malien et l' #ONU depuis l'adoption en 2013 de la résolution 2100 du Conseil de sécurité créant la @UN\_MINUSMA



## ■ Samba Gassama General



Quand les videomans font l'interview de Kaou N'Djim la phrase qu'ils disent le plus c'est "a fo bamanan kan na" l reprend en bambara, une phrase en Bambara 4 phrases en français, c'est pas mieux de le laisser parler français ?

Le gouvernement affirme avoir a « appris par voie de presse » l'annonce de négociations avec le #JNIM et la Katiba Macina dirigés par Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa. « Aucune organisation nationale ou internationale n'a été mandatée officiellement pour mener une telle activité »

## ■ Coralie Dubost



Oui nous avons été agressés, comme, malheureusement, de trop nombreux français. Un grand merci aux forces de l'ordre et au médecin qui nous ont pris en charge, et qui font œuvre de professionnalisme au quotidien.

## ■ Jean Castex



Officiel du gouvernement - France  
Face à la hausse des prix, le Gouvernement a fait le choix du dispositif le plus juste et le plus efficace. 38 millions de Français qui gagnent moins de 2000 € net par mois recevront une « indemnité inflation » de 100 € par personne. Aucune démarche ne sera nécessaire.

## ■ Mohamed Ould Mahmoud



Je participe au Forum Economique Turquie/Afrique à #Istanbul. Un excellent cadre pour redynamiser les relations d'échanges commerciaux, la promotion des Investissements, le renforcement des compétences pour un partenariat "gagnant gagnant" entre l'Afrique et la #Turquie



## ■ Un mec qui fait des trucs en Afrique...

Cette semaine, très bonne enquête de @LaCroix sur le fameux groupe paramilitaire russe Wagner, notamment en Afrique. Décidément (et je le pense depuis un bon moment), sur les questions internationales, La Croix est un journal de très bonne tenue



## ■ Aboubacar Dicko



#Mali- La phase finale des Assises nationales de la refondation (ANR) aura finalement lieu du 20 au 26 décembre 2021. C'est à l'issue de ces assises qu'un chronogramme électoral va être dégagé, à deux mois du délai des 18 mois fixé par la Charte de la transition.

## ■ Jigi



Chef d'état-major particulier du président Ibrahim Boubacar Keita du 4 mars 2014 au 18 août 2020, le général de brigade Oumar Dao a été nommé le 20 octobre 2021 en conseil des ministres commandant de l'Ecole de guerre du #Mali (EGM), créée par la loi du 29 septembre 2021.



## Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 21 octobre 2021

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP, a reçu, successivement en audience, ce jeudi 21 octobre, plusieurs chefs de missions diplomatiques accrédités au Mali.



Il s'agit de l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, SEM Igor GROMYKO, de l'Ambassadeur d'Inde, SEM Anjani KUMAR, de l'Ambassadeur du Royaume du Maroc et Doyen du Corps diplomatique, SEM Hassan NACIRI, de l'Ambassadeur de la République Algérienne Démocratique Populaire, SEM Boualem CHEBIHI et du Chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade la République populaire de Chine au Mali.

Ces entretiens se situaient dans le cadre des concertations en pré-lude à la mission du Conseil de sécurité des Nations unies prévue les 23 et 24 octobre 2021 à Bamako, il a également été question de relations bilatérales et du processus de Transition en cours au Mali. M le Ministre a, tout d'abord, reconnu les sacrifices de la Communauté internationale avant de réitérer la reconnaissance du Mali pour les investissements consentis tant matériels, financiers qu'humains dans la recherche de la paix.

Il évoqué les frustrations des populations exprimant leur soif de sécurité malgré la présence de la communauté internationale, les défis qui ont augmenté avec le retrait de certaines forces internationales et la nécessité de réunir un minimum de sécurité pour pouvoir tenir les élections devant remettre le pouvoir aux civils.

Le Ministre DIOP a, ensuite, expliqué le bien-fondé de la tenue des Assises nationales par le besoin d'inclusion et celui d'un minimum de consensus autour des priorités de la Transition, ainsi que de réformes avant d'aller aux élections.

Il a fait part à ses différents hôtes des efforts consentis par les Autorités de la Transition, notamment l'évolution dans l'installation de l'Organe unique des gestion des élections (AIGE), la révision en cours

des listes électorales et l'adoption de la loi électorale modifiée par le Conseil National de Transition (CNT)

Il a surtout souhaité que la Communauté internationale fasse une meilleure lecture de la situation au Mali et de tienne compte des besoins des maliens désireux de faire les réformes nécessaires afin d'éviter une répétition de la crise.

Il a sollicité demandé à ses interlocuteurs d'aider à faire passer le bon message .

En retour les diplomates ont, tour à tour, réitéré la volonté de leurs pays de continuer à accompagner le Mali et œuvrer dans le sens du renforcement de nos relations.

Bureau de l'Information et de la Presse /MAECI



## Jeune Afrique



Mercredi 19 octobre, les forces de sécurité ivoirienne ont été la cible d'une nouvelle attaque dans le nord du pays. Si elle n'a pas été revendiquée, le mode opératoire désigne le groupe jihadiste dirigé par le burkinabè « Hamza ».



## FIGARO DU MALI



Assurance Maladie Obligatoire : Des citoyens évoquent le refus de certaines pharmacies.

La tension entre les structures de l'Etat et les pharmacies devant aider à l'application des mesures de l'AMO. Des menaces avaient été brandies il y a quelques semaines par les officines privées si l'argent lié à leurs prestations n'est pas versé sur le compte. Des discussions s'étaient engagées et un mot d'ordre de grève a été

suspendu le 16 Septembre dernier. A l'époque, le SYNAPPO et le SYNAPHARM avaient salué des efforts dans le processus de paiement. Contre toute attente, ce jeudi, plusieurs usagers dénoncent le refus de certaines pharmacies d'accepter le service AMO.

Un père de famille s'est dit étonné : « Je ne sais pas pourquoi les pharmacies n'acceptent pas de nous donner les produits sous le couvert de AMO. J'étais avec mon fils ce matin et j'ai fait plusieurs pharmacies qui n'ont pas accepté nous prendre en charge. Les responsables n'ont donné aucune explication » explique notre interlocuteur.

Nous avons également contacté deux gérants de pharmacies à Yirimadio et à Boukassoumbougou. Aucune précision n'a été donnée. Il faut seulement rappeler que l'Etat devait régler des factures au compte de toutes les pharmacies concernées par l'assurance maladie obligatoire.

Est-ce là une nouvelle équation qui se pose? En tous cas les usagers ne comprennent pas et cela pourrait constituer un problème généralisé.



## ■ Ammy Baba Cisse



Plus de 1500 éléments des forces de l'ordre ont été déployés pour le Maouloud au stade du 26 Mars. Aucun incident signalé.

## ■ Primature du Mali



L'association des sourds muets reçue à la Primature

"Vous êtes des maliens à part entière avec les mêmes droits et devoirs".

C'est par ces mots que le Premier ministre Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla Maïga a reçu, ce jeudi, l'Association des sourds

muets invitée à la Primature.

Le Chef du Gouvernement a tout d'abord rassuré les jeunes avant de saluer leur courage et leur détermination à s'imposer malgré le handicap. Voilà une équipe de foot des sourds qui s'est hissée au 2e rang continental au Kenya et qui participera du coup à la coupe du monde au Brésil.

Choguel Kokalla Maïga a invité les membres de l'Association des sourds muets à participer aux Assises Nationales de la Refondation et à se faire entendre.

S'agissant de la question des primes dûes, le Premier ministre dira que les dispositions nécessaires seront prises dans les meilleurs délais pour les mettre dans leur droit au nom du Malikura.

CCRP/Primature



## COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI

Le Gouvernement de la République du Mali a appris par voie de presse, l'annonce de négociations entre l'État du Mali et les leaders de groupes armés terroristes.

Le Gouvernement informe l'opinion publique nationale et internationale, qu'à ce jour, aucune organisation nationale ou internationale n'a été mandatée officiellement pour mener une telle activité.

Le gouvernement a bien noté les recommandations formulées lors du Dialogue national inclusif, DNI et la Conférence d'entente nationale, allant dans le sens de négociations entre tous les fils du pays afin de les réconcilier pour la stabilité du Mali.

Également, le Gouvernement de la République du Mali note que des bonnes volontés se sont manifestées pour mener des négociations. A cet effet, il salue leur initiative et les remercie des démarches entreprises pour ramener la stabilité et la quiétude dans les différentes régions du pays.

Lorsque le Gouvernement de la République du Mali jugera opportun d'ouvrir des négociations avec des groupes armés de quelque nature que ce soit, le peuple malien sera informé par les canaux appropriés.

**Mali : Nasser Al Tergui, commandant d'une importante Katiba du GSIM, tué par l'armée française**



Nasser Al Tergui était le numéro deux de la Katiba du Gourma-Serma du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et chef de la Katiba du Gourma, active le long de la frontière Maliano-burkinabè.

L'armée française a tué samedi 16 octobre au Mali le chef jihadiste Nasser Al Tergui, commandant de la Katiba du Gourma du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) proche d'Al-Qaïda, a annoncé l'Etat-major jeudi 21. Nasser Al Tergui était le numéro deux de la Katiba du Gourma-Serma du GSIM et chef de la Katiba du Gourma, active le long de la frontière Maliano-burkinabè, détaille l'Etat-major dans un communiqué. Selon les armées françaises, "Nasser Al Tergui exerçait d'importantes responsabilités opérationnelles au sein de la Katiba du Gourma-Serma. Il était notamment spécialisé dans la pose d'engins explosifs improvisés et de mines".

**ARTIFICIER**

Nasser Al Tergui avait rejoint les rangs d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) en 2012, lors de la prise de Tombouctou par les groupes jihadistes. "Vendredi 15 octobre, un véhicule transportant à son bord cinq individus a été repéré par un drone à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Gossi. Le recoupement de différents renseignements a permis de confirmer la présence à bord de ce véhicule de Nasser Al Tergui", accompagné de quatre autres membres du GSIM, détaille le communiqué.

Le 16 octobre, le véhicule prend la direction du Sud. "Les militaires de la force Barkhane décident de déclencher une opération pour intercepter le véhicule et les cinq individus", mais "le véhicule refusant de s'arrêter, deux frappes aériennes sont déclenchées pour le stopper. Le véhicule est détruit et les cinq occupants sont neutralisés". Un groupe commando a été héliporté sur la zone de la frappe pour la reconnaître et récupérer des matériels d'intérêt, en cours d'exploitation, précise l'AFP.

**"DIALOGUE"**

Cette nouvelle neutralisation d'un chef jihadiste par les Français intervient alors que les autorités maliennes ont officiellement confié au Ministère des Affaires religieuses le dossier du dialogue avec certains groupes jihadistes, à un moment délicat des relations avec Paris. La France, principal allié du Mali, a toujours refusé ce dialogue. Les relations entre Bamako et Paris traversent leur plus grave crise depuis le début de l'engagement français en 2013. Le Premier ministre malien

**OCS de Sikasso : Démantèlement d'un réseau local de trafic de drogue par les éléments de l'Antenne de la région**



Le jeudi 14 octobre vers 15h20mn, les éléments de l'Antenne OCS de Sikasso, sous la conduite du Chef d'Escadron Moumine BENGALY, ont procédé à l'interpellation au quartier Babemba à Sikasso de M. Mama Camara, de nationalité malienne, âgée de 24 ans, avec 1 kilo et 10 grammes de chanvre indien de type Khush américaine d'une valeur marchande de plus 1.500.000 FCFA.

Cette interpellation fait suite à l'exploitation des renseignements obtenus sur les activités illicites du nommé Camara se faisant passer comme moniteur de sport. Après exploitation desdits renseignements et en possession de toutes les informations le concernant, il a été cueilli en pleine activité et conduit dans les locaux de l'antenne OCS de Sikasso pour être entendu.

Au cours de son interrogatoire, il reconnaît être le détenteur des produits stupéfiants qui étaient destinés à la vente et balança son fournisseur qui se trouve à Bamako à Djicoroni Para. Les éléments de l'Antenne OCS Rive gauche de Bamako ont pris en main la suite de l'enquête pour démanteler ce réseau local de trafic de drogue qui opère entre Bamako et Sikasso.

En attendant, le nommé Camara, qui a été placé sous mandat de dépôt par le Procureur du Tribunal de Grande Instance de Sikasso, comparaitra le 28 décembre 2021 pour répondre du chef d'accusation de trafic et vente de produit stupéfiant.

Source : OCS

dénoncé comme un "abandon en plein vol" la décision française de réduire ses effectifs au Sahel d'ici à 2023. Paris estime que le recours possible de Bamako à la société russe de mercenaires Wagner est incompatible avec la présence française.

Source : Franceinfo

**Partis FASO KEWALE et NEMA : La fusion actée ce vendredi**



Le Parti "Faso Kèwalé" vient de disparaître au profit du parti NEMA (Nouvel Espoir pour le Mali). C'est le vendredi 15 octobre 2021 que la cérémonie de fusion a eu lieu à la Maison de la Presse. C'était en présence des deux présidents, à savoir Adama KANE de Faso Kèwalé et d'Ibrahim Boubacar Emmanuel TRAORE de NEMA. On y notait également la présence des militants et sympathisants des deux formations politiques.

L'objectif, selon les responsables politiques, est de s'unir pour conquérir le pouvoir.

Dans ses propos, Adama KANE a informé que ses militants ont décidé de donner une date solennelle pour la fusion du Parti Faso Kèwalé et du Parti NEMA

Selon M. KANE, la fusion signifie la mutualisation des intérêts communs de partis ou de deux organisations. Il a également soutenu que cette union ne pourrait pas se faire sans des fondements ou des raisons valables. Aux dires du président de Faso Kèwalé, ces deux partis (Faso Kewalé et NEMA) aspirent tous à gouverner le pays ou à conquérir le pouvoir politique. Il a souligné que lorsque ces partis décident de conquérir le pouvoir politique, ils ont besoin de forces politiques.

C'est dans ce sens, justifie-t-il, que ces formations politiques doivent examiner des projets communs en majorité pour pouvoir aller ensemble. Il a déclaré que les partis Faso Kèwalé et NEMA ne doutent pas qu'ils ont beaucoup plus de points en commun que de divergence. C'est pourquoi le président du Parti Faso Kèwalé a montré que cette fusion était nécessaire, d'autant plus que les militants et sympathisants de ces partis avaient des projets communs dans plusieurs localités du pays. Pour les fidéliser davantage, selon Adama KANE, il était nécessaire de les rassembler dans un parti pour éviter la dispersion de ces partisans qui sont des réserves de militants potentiels.

« Notre pays a amorcé actuellement une étape de vieillissement de la classe politique. Partout, on parle de la "Refondation du Pays". Lorsqu'on parle de la refondation du pays, il faut vraiment avoir un enracinement politique fort. Les hommes politiques sont convaincus que le chemin d'accès au pouvoir, ce sont par les élections démocratiques. Raison pour laquelle, selon Adama KANE, les partis Faso Kèwalé et NEMA ont décidé de bâtir un seul grand parti, le NEMA, par cette première union pour que le Mali y gagne ».

Enfin, il a invité ses militants à s'ajouter à ceux du NEMA autour du même combat, à savoir la conquête du pouvoir.

Signalons que les deux présidents ont signé le Protocol d'accord de fusion des deux partis Faso Kèwalé et NEMA.

Par SABA BALLO / Source : Info-Matin

**Imam Mohammad Mahi Ouattara : « Ce qu'on organise sous couvert de Maouloud ne l'est pas. La plupart, c'est du vagabondage »**



**Au Mali, le Maouloud est célébré cette année le 18 (Naissance) et le 24 octobre 2021 (baptême). Pour l'occasion, l'Imam Mouhammad Mahi OUATTARA s'est exprimé sur la façon dont il est célébré dans notre pays depuis des années.**

L'imam trouve que ces regroupements, cotisations et même les danses au cours de la célébration sortent du cadre religieux. Connu dans le milieu religieux pour ses prises de positions très tranchées, l'Imam Mouhammad Mahi OUATTARA a développé le thème de Maouloud devant ses fidèles. Pour lui, les nouvelles tendances pour l'organisation des fêtes de Maouloud dépassent l'entendement. La prière étant un des piliers importants de la religion est négligée lors de ces rassemblements.

Chose qu'il trouve absurde : « Aller à une cérémonie au nom de la religion et dire qu'on n'a pas le temps de prier, c'est absurde. S'ils ne peuvent pas prier, quel est l'intérêt de leur cérémonie ? Qu'est ce qui peut être plus important que la prier en ce moment ? » S'interroge-t-il.

De même que la négligence de la prière, il soulève le vrai problème qui se cache derrière ces célébrations : l'argent. L'imam visionnaire a dévoilé les dessous d'une magouille financière sur le dos des fidèles.

D'après certaines tendances religieuses, cette célébration nécessite des cotisations, des cérémonies de prise de bénédiction, etc... des pratiques que l'imam OUATTARA ne cautionne pas...

Source : Nouvel Horizon

Abonnez vous à votre journal numérique

**Malikilé**

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Sécurité : Le Mali et le repositionnement militaire français

L'annonce du repositionnement de l'armée française au Sahel a été diversement accueillie par les États de la région. Quatre mois après cette annonce, ce qui devait être une simple reconfiguration du dispositif militaire français s'est transformée en une sorte de déflagration politico-militaire, occasionnant une crise particulièrement vive avec le Mali. Entretien avec Nicolas Normand, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

**L**e jeudi 10 juin 2021, le président de la République française, Emmanuel Macron, annonce des modifications du dispositif militaire au Sahel et évoque la fin de l'opération Barkhane en précisant : « Cette transformation se traduira par un changement de modèle. »

Dans cette perspective, les 5 000 soldats français présents au Sahel seront ramenés à 3 000. Les Français se retirent des bases militaires au Mali de Tessalit, Kidal et Tombouctou. L'ensemble des forces sont redéployées sur la zone dite des trois frontières, à partir principalement de la base de Gao au Mali et de la base aérienne 101 de Niamey au Niger. Nicolas Normand, normalien, ingénieur agronome et énarque, a consacré l'essentiel de sa carrière à l'Afrique subsaharienne et a été ambassadeur de France au Mali (2002-2006), au Congo (2006-2009), au Sénégal et en Gambie (2010-2013), puis directeur-adjoint de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Il est aujourd'hui chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Il a publié « Le grand livre de l'Afrique » (Eyrolles, 2019).

**RFI : Quatre mois après l'annonce de la reconfiguration des forces françaises au Sahel, la présence militaire française est toujours fortement contestée.**

**Comment expliquez-vous que l'on soit arrivé à une telle situation de crise avec le Mali ?**

**Nicolas Normand :** La crise avec le Mali était latente depuis plusieurs années, et ce, bien avant l'arrivée de Choguel Maïga comme Premier ministre, et les déclarations du président Macron sur la réorganisation de Barkhane, malheureusement interprétées comme la fin de Barkhane, ont suscité une ambiguïté malheureuse.

Avant ces déclarations, il y avait déjà un problème d'acceptation et de compréhension du dispositif militaire français pas seulement au Mali, mais aussi au Niger et au Burkina Faso. L'approche militaire française, technique et sécuritaire, n'a guère tenu compte de l'aspect politique, de sa perception par les populations locales et par les autorités des pays du Sahel. Lorsqu'un dispositif militaire étranger, de surcroît venant de France, l'ancienne puissance coloniale, se maintient plusieurs années – et

cela fait huit ans maintenant au Sahel –, il y a une perception qui est forcément négative. Le retour de l'armée ex-coloniale sur le territoire est déjà perçu en soi comme une humiliation. D'autre part, le jihadisme s'est aggravé pendant cette période au lieu de disparaître et la population n'a pas compris que l'armée française, avec ses moyens techniques, ne parvient pas à éliminer l'insécurité. À cela s'est ajoutée une communication mal adaptée de la part de la France. Par exemple, des communiqués franco-français qui n'associaient pas les forces africaines lorsqu'ils criaient victoire pour avoir éliminé tel ou tel chef jihadiste, sans donner d'explication sur la stratégie française. Également en séparant les bases françaises des bases des armées sahéliennes. Enfin, il ne semble pas que les journalistes locaux aient été invités à participer aux opérations militaires françaises (Barkhane). Ceci a développé une perception locale d'armée d'occupation.

Il y a eu aussi une erreur initiale, qui a pesé également très lourdement. En 2013, Serval a soutenu le mouvement séparatiste du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad). L'idée pour la France n'était pas de soutenir le séparatisme, mais que ces Touaregs séparatistes pouvaient les aider à combattre les jihadistes. Mais cette approche sécuritaire et technique, là aussi, a ignoré l'impact politique. Le fait de soutenir un groupe séparatiste et en plus d'empêcher l'armée malienne en 2013 de parvenir jusqu'à Kidal, a été ressenti comme une violation de la souveraineté malienne. Donc, tous ces comportements qui ne tenaient pas compte du contexte politique local malien – et ce fut la même chose au Burkina Faso – ont hérisé la population au nom de la violation de la souveraineté nationale, du nationalisme bafoué, de l'occupation



par une force étrangère agissant toute seule, sans donner d'explication suffisante et n'associant pas assez ses partenaires.

## **Cette situation dégradée préexistait donc avant l'arrivée du gouvernement malien actuel. Comment analysez-vous cette évolution avec le Premier ministre du Mali, Choguel Maïga ?**

Choguel Maïga a été nommé Premier ministre après le deuxième coup d'État, celui de mai 2021 (le premier était en août 2020), et il a exploité fondamentalement ce sentiment de rejet de la présence française.

Cette impopularité s'est largement répandue dans les zones urbaines qui ne sont pas au contact avec les jihadistes. Or, ce sentiment anti-français n'est pas partagé par les populations du Nord ou par celles qui vivent dans la région des trois frontières, qui se sentent partiellement protégées par Barkhane. Les villes, qui sont simplement informées d'une insécurité croissante dans l'ensemble du pays, ont développé un ressentiment anti-français très fort, alimenté d'ailleurs par la Russie qui diffuse en ligne localement des vidéos anti-françaises. Ce sentiment est instrumentalisé par le régime de transition malien pour des raisons populistes. La junte militaire, issue du deuxième coup d'État, qui doit rendre le pouvoir théoriquement en février 2022 après des élections, souhaite repousser cette échéance. Pour cela, la junte doit s'appuyer sur la population face à une réaction internationale qui va être négative pour le non-respect des engagements pris d'organiser des élections en février. Le Premier ministre malien, avant même son intervention à l'ONU, avait déjà fait des déclarations expliquant que l'armée française occupait le territoire et empêchait les hélicoptères maliens de décoller. Le 25 septembre 2021, devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, il a accusé la France d'abandon « en plein vol », évoquant la fin de Barkhane et le retrait des bases du nord de Tessalit, Kidal et Tombouctou. Et il a ajouté que ce réaménagement de Barkhane avait été décidé de manière unilatérale par le président Macron et que c'était, là aussi, une violation de l'esprit de coopération.

Or, il est clair depuis le début que Barkhane n'a pas vocation à rester là des décennies. Plus l'armée malienne (FAMA) est en mesure de combattre les jihadistes, plus le dispositif

français doit se réduire et s'adapter. C'est un accompagnement : il va rester 3 000 militaires français au terme de ce réaménagement, donc il ne s'agit pas actuellement d'un abandon. D'autre part, dire que c'est une question unilatérale serait au moins en partie inexact. Cela fait plusieurs années que ces questions sont abordées au niveau des chefs d'État, notamment au sommet de Pau et puis il y a eu des contacts nombreux, avant cette déclaration du 25 septembre. Les militaires maliens et français sont mal à l'aise dans cette crise, parce qu'ils voient bien que c'est une crise politique, une instrumentalisation politique et que sur le plan militaire, les choses fonctionnent assez correctement. Il n'y a pas de malentendus fondamentaux entre les armées locales et françaises et elles coopèrent tant bien que mal. Par ailleurs, le réaménagement prévu par le président Macron va clairement dans le bon sens pour accompagner la montée des armées sahéliennes. Fermer des bases françaises est une bonne idée, parce qu'il faut que les bases soient mixtes ou bien il faut que l'armée malienne ou burkinabè les reprenne.

## **Il y a eu aussi les accusations du 8 octobre dernier : le Premier ministre malien avait accusé la France d'entraîner une organisation terroriste à Kidal. Était-ce une allusion à la collaboration de la France avec le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad), le groupe armé qui a porté la dernière rébellion touarègue ?**

Dans cette accusation du 8 octobre, complètement anachronique, le Premier ministre malien fait allusion à ce qui s'est passé en 2013 à Kidal. À cette époque, il y a eu une erreur politique, qui est à peu près reconnue aujourd'hui du côté français et qui a été unanimement dénoncée par le Mali depuis le début : l'armée française s'était en effet appuyée dans ses opérations contre les jihadistes sur le MNLA, un groupe séparatiste et les a aidés à se réinstaller à Kidal (leur fief historique) alors qu'ils avaient été chassés par les jihadistes de Kidal puis de Gao. Leur présence armée sur Kidal et la région a été un problème de souveraineté et d'intégrité territoriale pour le Mali.

Or, Choguel Maïga, dans sa déclaration du 8 octobre, laisse croire que le statut particulier de Kidal aujourd'hui serait dû à la France et à

l'armée française qui continuerait, selon lui, d'empêcher l'autorité malienne à Kidal. Alors qu'actuellement, il y a à Kidal un gouverneur du Mali, un camp militaire malien à proximité et une armée reconstituée sur place qui dépend des forces armées maliennes. Donc, on ne peut pas dire que la souveraineté du Mali soit absente de Kidal, mais ce qui est vrai, c'est que les groupes armés y restent dominants : ce sont eux qui font le maintien de l'ordre à Kidal. C'est cela qui est mal ressenti par les Maliens.

## **Cette situation particulière à Kidal s'explique-t-elle par la non-application des Accords d'Alger ?**

En 2015, il y a eu les Accords d'Alger négociés par les Algériens et par la médiation internationale présidée par l'Algérie, la France ne faisant pas partie de cette médiation internationale. Or, cet Accord d'Alger prévoit que les groupes armés peuvent conserver leurs armes aussi longtemps que l'ensemble des dispositifs ne sont pas appliqués. Il y a dans l'accord un volet qui revient à Bamako et qui consiste à changer la Constitution, à créer un Sénat et à modifier le rôle des régions, prévoyant une décentralisation et une régionalisation très poussée, qui est une sorte de fédéralisme. Mais Bamako n'a pas mis en œuvre ces dispositions et, de l'autre côté, les groupes armés ne se sont pas désarmés. Ils se sont même réarmés et ils sont tout-puissants dans certaines régions du Nord et notamment à Kidal.

Mais cette situation n'est pas la faute de la France, c'est une conséquence de la non-application de l'Accord d'Alger. Il y a donc, sur ce point, trois responsables : la présidence de la médiation internationale, l'Algérie, Bamako et les groupes armés, car Bamako et les groupes armés sont les signataires de l'Accord d'Alger et la diplomatie algérienne est le garant de son application. Cependant, Kidal n'est pas une enclave, des ministres maliens s'y rendent régulièrement, mais c'est une zone largement contrôlée par la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad), qui est le regroupement des ex-rebelles signataires de l'Accord d'Alger. Donc, on a une présence importante de la CMA qui ne s'efface pas totalement devant l'autorité de Bamako et c'est ça le problème de Kidal. Ce n'est pas dû à la France, mais à la manière dont a été appliqué

L'Accord d'Alger. Donc, c'est dû aux groupes armés, à Bamako et à la présidence algérienne. C'est ça, la réalité.

### **Dans le contexte de tension actuel, cela va-t-il être difficile pour la France de maintenir sa base de Gao, la dernière au Mali ?**

Ce que je crains, c'est d'éventuelles réactions épidermiques des autorités françaises qui en ont un peu assez de se faire maltraiter, alors qu'elles font des efforts énormes en faveur du Mali. Donc, on peut comprendre qu'il y a des lignes rouges qui ont été peut-être un peu franchies du côté malien, mais espérons que non. Choguel Maïga, dans sa récente interview au journal Le Monde, a renouvelé malgré tout sa demande d'appui de la France. Mais il fait sans doute le pari que Macron ne fera rien dans le contexte de l'élection présidentielle française, car cela ressemblerait trop au retrait américain d'Afghanistan. Il fait donc le pari que Macron va garder Barkhane quelles que soient les déclarations hostiles, même si cela met mal à l'aise les soldats français et probablement maliens, car à chaque fois qu'il accable la France, il est applaudi au Mali. C'est un jeu politique, un jeu avec le feu, mais ce n'est pas une rupture. Si c'était une rupture, il n'aurait pas procédé de cette manière. Il y aurait eu des discussions diplomatiques en disant : « Écoutez, finalement on a changé d'avis, on trouve que ce n'est pas bien Barkhane, veuillez dégager. » Et on serait partis. S'il fait ses déclarations en public, mais pas par la voie diplomatique, c'est bien que ce c'est un jeu politique et que ce n'est pas un acte diplomatique. Il cherche néanmoins un appui du côté de la Russie pour apparaître moins dépendant de la France.

### **Comment tout cela est perçu par les autres pays du Sahel ?**

Au Burkina Faso aujourd'hui, la sensibilité est la même à l'égard de Barkhane qu'au Mali, mais ce n'est pas exprimé d'une façon officielle. On se souvient que le président Kaboré avait cependant critiqué l'invitation à Pau et que son ancien ministre de la Défense avait même accusé, en public, Barkhane d'être complice des jihadistes. Vous avez au Burkina Faso un état d'esprit comparable à ce qui se passe au Mali, c'est-à-dire un rejet de la politique étrangère française, qui n'est pas com-

prise et qui est ressentie comme violant la souveraineté du Burkina Faso. Cela étant, comme au Mali, les autorités militaires disent qu'elles ont besoin de Barkhane et le Burkina Faso a autant de problèmes existentiels que le Mali, même si ses problèmes sont un peu différents. Le Burkina Faso est moins étendu que le Mali, et Ouagadougou ressent plus fortement la menace sécuritaire et donc la nécessité de trouver un apaisement ou un arrangement quel qu'il soit, compte tenu de la fragilité locale. La lutte contre les terroristes a été ainsi largement déléguée à des milices supplétives officialisées depuis 2020 par une loi créant des « Volontaires pour la défense de la patrie », qui cohabitent tant bien que mal avec des zones laissées aux jihadistes, par des accords locaux. En outre, il y a, au Burkina Faso, l'héritage populaire et anti-impérialiste de Thomas Sankara et la présence de Barkhane au Burkina Faso froisse clairement cet héritage du Sankarisme et crée aussi un rejet particulier de la présence française. Au Niger, les relations sont très bonnes avec les autorités et avec le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum (ancien professeur de philosophie), mais le pays, pratiquement le plus démuné de la planète, est confronté à d'immenses défis. Le chef d'État paraît être un homme avisé et énergique mais il appartient à une minorité (arabe) du pays et, juste après son élection, il a failli être renversé par un coup d'État. Une partie de la population nigérienne est contaminée par un islamisme assez radical. Par exemple, lorsqu'il y avait eu les critiques sur les caricatures de Mahomet publiées par Charlie Hebdo en 2015, le Niger avait été le seul pays du Sahel à connaître des émeutes violentes contre les églises et les commerces tenus par des chrétiens, causant cinq morts. Par ailleurs, c'est un pays vaste et pauvre, qui est menacé sur toutes ses frontières depuis le Mali à l'ouest, la Libye au nord ou Boko Haram au sud. Concernant le Tchad, vous avez comme en Mauritanie des régimes militaires depuis très longtemps, ce qui n'est pas du tout le cas du Mali et du Burkina. Au Tchad, depuis des décennies, ce sont les ethnies minoritaires et guerrières du Nord qui ont pris le pouvoir à Ndjamena et il y a toujours le risque qu'un autre groupe armé du Nord fasse une rotation avec ceux qui sont actuellement au pouvoir. C'est pourquoi le nouveau président du Tchad

doit d'abord assurer son autorité sur l'ensemble du pays depuis la mort de son père, l'ancien président Idriss Déby. L'armée tchadienne a été la seule armée qui avait accompagné fortement Serval en 2013 et reste un allié solide de la France. La Mauritanie a réussi à empêcher le développement de l'insécurité sur son territoire par un contrôle efficace du terrain et des islamistes radicalisés.

### **Quel bilan faites-vous de Barkhane, quatre mois après l'annonce de sa réorganisation ?**

D'abord, il n'y a pas de fin de Barkhane, il y a un changement du dispositif pour se rapprocher des armées maliennes, burkinabè et nigérienne et pour faire venir d'autres partenaires dans Takuba afin de se concentrer sur la montée en puissance des armées africaines. Mais cette transformation est arrivée un peu tardivement, il aurait fallu le faire avant. Le drapeau européen est plus facilement accepté que celui de l'ancien colonisateur. On voit bien que le Mali rêve de remplacer l'armée française par les Russes qui, sans doute, ne seront pas désireux de s'engager véritablement au Sahel.

Il est important que Barkhane évolue et apparaisse en seconde position, en appui, en mettant en avant les armées locales. Il faut de l'hybridation entre les militaires français et les armées locales, sinon Barkhane sera rejetée. Les Maliens ne comprennent pas que leur propre armée ne soit toujours pas opérationnelle après huit ans de présence française. De ce fait, la perception malienne, c'est que la France serait là pour faire une démonstration de force, pour son rang de puissance mondiale et non pour la défense du Mali. Il y a un certain fondement dans la perception malienne, car une approche française essentiellement sécuritaire et technique a fortement manqué de compréhension anthropologique du contexte local. Un changement était nécessaire et il faut souhaiter que le réaménagement annoncé de Barkhane tire la leçon des faux pas politiques et sociologiques pour mieux prendre en compte le ressenti local, le contexte sociétal et politique local d'écorché vif à l'égard de l'ancien colonisateur, et pas seulement les résultats militaires.

Source : RFI

# Entreprenariat des jeunes au Mali : L'ONG ENGIM équipe 42 entreprises

L'ONG ENGIM, après 18 mois de travail, à travers une journée "Ciné-animation", a procédé à la clôture officielle de son "Projet GOT" pour générer des opportunités d'emploi pour les jeunes, ce dimanche 17 octobre 2021, au Parc National de Bamako. C'était en présence des officiels du Pays ; de la Cheffe de mission de l'ONG ENGIM, Martina CONCETTI ; ainsi que des bénéficiaires du Projet venus de Kita, de Kayes et de Bamako.

Le "Projet GOT" financé par l'Agence italienne de développement vise à développer l'entrepreneuriat, le soutien à la sécurité alimentaire pour les familles déplacées au Mali.

Dans ses explications, Martina CONCETTI a fait savoir que le Projet était financé par l'Agence italienne pour le développement. Elle a également informé qu'il intervenait dans trois pays, à savoir le Mali, le Sénégal et la Guinée-Bissau. La cheffe de mission a révélé que son ONG ENGIM développait deux volets dans ces pays cités. Il s'agit, selon elle, de générer des opportunités de travail pour les jeunes à mettre en place leur entreprise et de doter en matériels ceux qui en ont besoin et le volet formation professionnelle avec des stages de bourse de travail.

Aux dires de Martina CONCETTI, le "Projet GOT" de l'ONG ENGIM a duré 18 mois au Mali. A Bamako, a-t-elle fait savoir, 42 entreprises ont bénéficié de formation professionnelle, dont 23 entreprises ont été financées en matériels dans trois régions que sont Kita, Bamako et Kayes. Ces entreprises bénéficiaires, détaille-t-elle, évoluent dans plusieurs domaines : pâtisserie, restauration, coiffure.... Elle a fait savoir que la formation des entreprises portait sur le "Plan d'affaires" avant de procéder à la sélection des participants sur la base du Plan d'affaires.

Martina CONCETTI a rappelé que son projet existait au Mali depuis 2007 pour la formation et l'insertion des jeunes dans le milieu du Travail. Elle a déclaré qu'en 2012, le "projet GOT" avait commencé à intervenir dans le domaine

de l'entrepreneuriat des jeunes dans le cadre du développement de l'entrepreneuriat, du soutien à la sécurité alimentaire pour les familles déplacées au Mali.

Au nom des bénéficiaires, Fatoumata CAMARA coiffeuse de son état, a tout d'abord remercié l'ONG ENGIM à travers son projet "GOT", dont beaucoup d'entreprises viennent de bénéficier. Elle a témoigné que grâce aux efforts de l'ONG ENGIM dans notre pays, 42 jeunes évoluent dans leurs propres entreprises. Sur ces 42 entreprises, selon elle, 23 ont été suffisamment dotées en matériels professionnels et d'autres recrutent déjà des employés.

« ONG ENGIM a payé cinq mois de location de mon salon de coiffure, en me dotant de matériels professionnels. Cela m'a permis de recruter des salariés aujourd'hui dans mon salon de coiffure. Je confirme qu'elle a réalisé mon rêve comme tous les bénéficiaires du projet GOT », a affirmé la coiffeuse Fatoumata CAMARA.

Signalons que la projection d'une série de documentaires appelée « contre-courant », réalisée à Bamako et à Dakar, a été l'un des temps forts de la cérémonie de clôture du projet GOT. Des vidéos qui portaient sur les portraits de jeunes maliens et sénégalais qui ont décidé de rester dans leur pays pour réaliser leurs rêves.

Par SABA BALLO  
Source : Info-Matin



# Conférence nationale sur le karité : Une filière pourvoyeuse de richesses !

Contribuer à l'amélioration des revenus des acteurs directs de la filière Karité et à la réduction de la pauvreté au Mali par l'exploitation rationnelle et l'exportation des produits du karité, tel est l'objectif de la conférence nationale sur le karité. La cérémonie de cette importante activité a été présidée, le jeudi 21 octobre 2021, par le secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce, Adama Yoro Sidibé, en présence des acteurs de la filière Karité.



**L**e Mali dispose d'un potentiel important de production de karité. La superficie totale de la zone à karité est estimée à 229 125 km<sup>2</sup> pour un peuplement exploité de 74 millions de pieds. Le karité est la première source de revenus dans beaucoup de zones sensibles pour les femmes. Il procure 80% des revenus annuels pour plus de 3 millions de femmes rurales et constituent ainsi pour elles une source de revenus. Les produits de karité, surtout le beurre est fortement demandé sur les marchés internationaux. Le développement de la filière karité est pris en compte dans le document du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREED 2019-2023). L'une des lignes

d'actions du Cadre des Résultats du CREDD est de promouvoir l'exportation des produits oléagineux dont le karité. Une stratégie nationale de développement de la filière karité a été élaborée sous l'égide du Ministère chargé du commerce, avec la participation de tous les acteurs de la filière et les représentants des structures techniques intervenant dans la filière.

Pour Demba Soumaré représentant du comité d'organisation, la conférence nationale sur le karité offre l'occasion de réfléchir sur une filière qui constitue la source de revenus de millions de femmes en Afrique, mais aussi de multinationales. « En tant qu'acteur de la filière karité, nous sommes d'autant ho-

norés en ce sens que la conférence nationale du karité tant attendue pose ce jour les jalons de discussions franches et fructueuses entre les acteurs en vue de réfléchir sur des bases solides pour le développement de l'industrie du karité au Mali. Plusieurs sujets seront débattus notamment : les défis de l'industrie et les perspectives de développement, l'investissement et création d'emplois à travers l'industrie du karité, l'environnement et la protection de la ressource karité, l'organisation et la structuration de la filière karité du Mali, modèles, axes stratégiques prioritaires développement et l'approche genre du Ces différents sujets

posent les jalons pour réfléchir sur la mise en place d'une interprofession solide et crédible qui orientent les actions et stratégies en faveur de tous les maillons de l'industrie », a-t-il dit.

Le président de l'alliance globale du karité, Simbala Sylla, dans son intervention a présenté brièvement l'alliance qui est une association à but non lucratif. Elle comprend plus de 700 membres à travers 37 pays. Elle est aujourd'hui l'espace d'échange et de promotion privilégié du Karité. Cette conférence s'inscrit en droite ligne de la vision et des aspirations des acteurs de la filière karité Mali. « **Elle cadre avec les interventions actuelles de notre alliance commune. En effet, nous mettons actuellement en œuvre le programme régional d'appui au développement commerciale et inclusif du karité.**

Le secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce, Adama Yoro Sidibé dira que pour être le 2eme producteur mondial après le Nigeria en arbres à karité, le Mali dispose d'un fort potentiel de production de karité. Pour les besoins de fabrication des produits cosmétique, alimentaire et pharmaceutique, il fait l'objet d'une forte demande de beurre de karité sur le marché international. La filière karité a une importance socioéconomique non négligeable au Mali. Elle emploie plus de 3 millions de femmes rurales économiquement vulnérables, avec un fort potentiel de création de valeur ajoutée. Mais, il faut en convenir, cette potentialité est faiblement exploitée à cause essentiellement de contraintes liées au développement de la filière karité. On peut citer, entre autres : le faible niveau d'organisation de la filière. La faible capacité d'offre des produits de karité. Les problèmes d'accès aux marchés. La faible qualité des produits de karité. Les difficultés liées à l'accès au financement. La faible préservation de la ressource karité et le vieillissement des parcs à karité. L'insuffisance des infrastructures de conditionnement, de stockage et de la logistique de transport. La faible transformation des produits de karité.

Pour faire face à ces contraintes, dit-il, le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) qui constitue une stratégie crédible et ambitieuse pour le Mali, ambitionne de transformer les énormes potentialités dont regorgent les filières agro-sylvo-pastorales déjà



identifiées dont le Karité. Il s'agit de promouvoir le développement de la filière karité d'ici à 2023. « **Je rappelle que de façon inclusive, mon département a élaboré en 2006 la Stratégie Nationale de développement de la filière karité, Cette Stratégie a été actualisée en 2011. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le Projet de développement de la filière karité (PRODEFIKA) du CIR Mali a été initié. Il est en cours de réalisation. L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration des revenus des acteurs directs de la filière karité et à la réduction de la pauvreté au Mali par l'exploitation rationnelle et l'exportation des produits du karité. D'une durée de trois (03) ans, le PRODEFIKA interviendra dans 18 Cercles des zones de production. Le PRODEFIKA est en parfaite synergie avec le Projet d'Appui à l'Autonomisation Economique des Femmes dans la Filière Karité (PAEFFK) du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et le Programme Régional d'Appui au Développement Commercial Inclusif de la Filière Karité (PRADCIFK) en cours de mise en œuvre par l'Alliance Globale du Karité (AGK)** », soulignera Adama Yoro Sidibé.

Et de poursuivre : A titre d'illustration du rapport actuel entre ces deux produits d'exportation notons que selon les Statistiques de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), en 2020, 22 908 tonnes d'amandes sont exportées contre 311 tonnes de beurre de karité. Il urge d'inverser cette tendance. C'est pour-

quoi, le Ministère chargé du commerce, afin d'augmenter l'offre en beurre de karité, envisage de créer, à travers l'UMOCI, trois (03) Unités de production de beurre de karité. Le site pour la mise en place de la première Unité de production de beurre de karité a été identifié à Yanfolila à 450 km de Bamako. A terme, il est envisagé la mise sur pied d'un mécanisme intégré de culture de champ de karité, de transformation d'amandes de karité en beurre et de commercialisation et d'exportation de ce beurre. Cet objectif ne peut être atteint sans une meilleure organisation et structuration des acteurs, l'accès à des financements adaptés aux réalités des PME, le développement des ressources humaines qualifiées, la maîtrise des technologies de transformation et la modernisation des unités de production, l'amélioration de la qualité des produits par la certification et la labélisation, une meilleure promotion des produits sur les marchés. Le relèvement de tous ces défis passe nécessairement par une concertation permanente de tous les acteurs qui interviennent dans le développement de la filière karité. « L'organisation de la présente Conférence Nationale du Karité trouve ici tout son sens. C'est pourquoi j'invite tous les participants à cet événement, à des échanges francs et constructifs dont les conclusions nous permettront d'accompagner efficacement cette filière », a-t-il insisté avant de déclarer, ouverts les travaux de la Conférence Nationale du Karité.

■ Ibrahim Sanogo

## Filière coton : Les acteurs appellent à l'unisson

Les cotonculteurs ont animé, un point de presse, le jeudi 21 octobre 2021. Ce point de Presse avait un double objectif. Un : informer l'opinion nationale et internationale sur la crise actuelle de la filière coton. Deux : proposer des solutions dans le cadre de l'apaisement et de la décrispation du climat social dans notre pays.



**A**u cours de la rencontre avec les hommes de médias, les cotonculteurs ont livré un message visant à surmonter la crise que traverse la filière coton et créer une cohésion entre les acteurs du secteur. Sanoussi Bouya Sylla, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, a rappelé que lors de son investiture le 23 mars 2021 au CICB, il s'est engagé à résoudre la crise du coton et d'œuvrer à ce que notre pays redevienne le premier producteur de la sous-région et aussi de défendre partout les intérêts de la profession Agricole. Cet engagement personnel est lié à la place et à l'importance de la filière coton dans l'économie du Mali, une véritable source de création d'emplois, de revenus pour les producteurs de coton et touche plus de 4,5 millions de personnes dans les zones cotonnières. Il insistera sur le fait que son ambition a toujours été de rassembler la famille des producteurs pour faire face à la relance de la filière coton. Mais, hélas cette ambition s'est heurtée aux actions des forces obscures, à l'entretien de la division, à l'utilisation de certains producteurs contre d'autres producteurs.

« Dans l'optique de trouver une solution

à la crise, l'APCAM a mis en place une commission de réconciliation et affaires juridiques pour analyser la situation et faire des propositions concrètes de sortie de crise. A l'analyse, on pensait à un malaise mais on se rend compte tous les jours que la crise est si profonde qu'elle est en train de prendre réellement des dimensions inquiétantes. L'APCAM, en tant que structure de représentation de l'ensemble des acteurs de la profession Agricole, se voit dans l'obligation d'agir face au mépris à son endroit et au plan stratégique de division des producteurs de coton pour régner en seul maître du jeu de la gouvernance de la filière coton par le PDG de la CMDT », a-t-il dit.

Aussi, il dira qu'au regard des résultats des travaux de la commission, les propositions de solutions sont les suivantes : procéder à l'annulation de la désignation d'un Administrateur Judiciaire afin que les producteurs de coton eux-mêmes gèrent leurs propres affaires au sein de leur organisation ; à la demande de l'APCAM, le bureau actuel a accepté l'ouverture des postes pour mettre en place un bureau consensuel au niveau régional et national

; organiser les appels d'offre pour l'approvisionnement en intrants pour la campagne 2022/2023 dans le cadre du GIE dont les producteurs de coton assurent la présidence conformément à l'esprit des recommandations des Etats Généraux du Coton tenus en avril 2001 et contrairement à ce qui se prépare dans les coulisses pour le faire sans l'ensemble des producteurs de coton, chose que ne saurons accepter et que nous allons contester selon les textes en vigueur au niveau national et international.

Enfin, il a lancé un appel à tous les producteurs du Mali en général et les producteurs de coton en particulier à la cohésion nationale et à l'union sacrée pour sauvegarder les acquis. « Jamais, on ne se laissera personne nous diviser pour régner et tuer la filière et l'économie de notre pays. Je lance un appel au Président de la transition de s'investir personnellement pour la résolution de cette crise qui porte un grand risque sur la stabilité de notre pays », a-t-il souhaité.

■ Ibrahim Sanogo



## Mali : J'aurais voulu soutenir le Président de Transition

**E**n dépit du fait que tout coup d'État ou putsch est un crime imprescriptible contre le peuple malien,  
 En dépit de l'article 24 de notre Constitution stipulant que tout citoyen habitant le territoire malien a le devoir de respecter en toutes circonstances la Constitution,  
 En dépit de mon opposition au fait que la Raison du plus fort est toujours la meilleure,  
 En dépit du fait qu'il n'a pas été choisi par le peuple souverain du Mali,  
 Parce que j'adhérais aux idéaux du M5 voulant mettre fin au système de prédation qui s'éten-  
 dait chaque jour davantage,  
 Parce qu'entre deux maux, j'avais pensé que c'était le moindre,

Parce que Dieu merci, il n'y avait pas eu d'effusion de sang,  
 Parce que le Mali avait besoin de changer d'orientation.  
 Mais Hélas, le Président de la Transition n'a pas été à la hauteur de mes espérances,  
 Non pas que je lui en veuille de ne pas être notre Sankara, notre Rawlings ou notre Kagamé,  
 Non pas que j'ai une aversion particulière pour les militaires,  
 Non pas que je ne sois pas pour la souveraineté du peuple et/ou une lutte implacable contre la corruption  
 Rien de tout cela, mais les faits, seulement les faits et ils sont terriblement têtus.

Le choix du premier président de la transition ne reposait sur aucun critère objectif, La méthode était autoritaire et empreinte de mépris pour le comité de sélection convié pour la forme,  
 Le choix était fondé sur des considérations reprochées à celui qu'on venait de renverser, L'intérêt personnel a prévalu sur l'intérêt général, ce qui est au mieux un signe d'impréparation  
 Et au pire un abus de pouvoir présageant de lendemains qui déchantent.  
 Dans tous les cas de figure, pour un pays en crise, c'est une faute de taille, mais passons. Le choix des membres du CNT a ensuite confirmé que le Mali n'était pas la priorité,  
 Non pas que je veuille mettre tous les membres du CNT dans le même sac,  
 Non pas que moi ou d'autres soyons plus Maliens que ceux qui ont été nommés,  
 Mais parce que la méthode encore une fois était empreinte de mépris,

Envers nos lois car le décret fixant les modalités de désignation des membres du Conseil National de Transition a été pour le moins malmené,  
 Envers le peuple par l'opacité du choix, et la représentativité toute relative d'un certain nombre de membres,  
 Envers la morale publique car elle a été fondée sur des combinaisons, les calculs « politiques » et la logique du Diviser pour régner.  
 Le choix des membres du CNT est aussi une illustration du Us, Ourselves and We  
 C'est la seconde faute de taille, pour un pays en crise, mais passons....  
 Il y eut ensuite l'épisode qui, si elle n'était pas dramatique aurait pu être risible  
 Par son caractère ubuesque, extraordinaire et presque désopilant ;  
 Ce fut l'affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat qui a eu pour effet de ridiculiser notre justice  
 Qui par un sursaut d'orgueil a vite fait de reléguer cet épisode peu glorieux de son histoire dans les annales de la transition.  
 Les esprits tatillons me rétorqueront que ce n'était pas la faute du président de la transition,  
 J'espère qu'ils auront l'humilité de reconnaître que c'est tout au moins sa responsabilité.  
 Paradoxalement, cette transition a fait de certains de ceux que nous tenions responsables en partie de notre malheur, des martyrs. Car nous le savons maintenant, le peuple malien a un faible pour les victimes.  
 Je passe sur les nominations dans le gouvernement et dans les administrations, qui ressemblent étrangement au jeu de copains coquins de l'ère précédente.  
 Oui, nous avons fait tout ça pour ça.  
 Il semble acté que les dirigeants de ce pays ont décidé de pousser la résilience du peuple malien au bout de ses possibilités.  
 Puis vint l'épisode du coup d'Etat contre le président de la Transition,  
 Celui-ci et son Premier ministre furent accusés de tous les péchés d'Israël pour avoir osé, crime de lèse-majesté, débarqué du gouvernement deux colonels qui avaient pour atouts essentiels et non négligeables, d'être membres de l'Ex-CNSP,  
 Les bonnes manières furent vite abandonnées et le naturel revint au galop,  
 On passa à la vitesse supérieure et ils furent enfermés manu militari trois mois durant avec le mépris le plus total pour l'Etat de droit, et

toutes ces belles idées clamées à hue et à dia à longueur de journée.  
 On nous raconta alors qu'ils étaient dans la haute trahison, protecteurs des voleurs de la République, fomenteurs de complot et tutti quanti, responsables de toutes les insuffisances de la transition.  
 Comme s'ils avaient été choisis par quelqu'un d'autre,  
 Comme si durant neuf mois, on n'avait pas été là,  
 Comme si deux personnes qui avaient au plus trois tondus et deux pèlerins comme soutien pouvaient être plus redoutables que Iyad Ag Ghaly et Kouffia réunis.  
 Les laudateurs du régime, les optimistes indémodables, les profiteurs de tous acabits, les natures opportunistes, les naïfs véritables, les « Je me contente de peu », et même les gens de bonne foi mais faiblement informés objecteront que depuis 30 ans,  
 Aucun président n'avait renoncé au 2/3 de ses fonds de souveraineté au profit des populations  
 Je leur dirais qu'on ne peut se glorifier d'utiliser l'argent du peuple au profit du peuple,  
 Qu'au mieux si c'est humain, ce n'est pas grand  
 Et qu'au pire, c'est du populisme à deux balles et une large imposture.  
 Et si par extraordinaire, on me parlait d'un hôpital militaire de 26 milliards de FCFA ou je ne sais quelle infrastructure, je rétorquerais que c'est dans la nature du pouvoir et de bien vouloir me citer un président élu qui n'a pas réalisé d'importantes infrastructures pour notre pays.  
 Puis forcément on évoquera le délai de la transition, la nécessité d'une refondation de notre pays, le risque que les prédateurs reviennent et toute la panoplie consistant à se faire peur,  
 Et on oubliera que de mémoire d'humain, ce qui caractérise les officiers c'est le respect de la parole donnée,  
 Ce qui fait les héros, c'est de dire ce qu'ils font et faire ce qu'ils disent,  
 Ce qui fait aussi la grandeur d'un pays, c'est sa capacité à respecter ses propres engagements,  
 Ce sont ces officiers là, que je respecte  
 Ce sont ces héros là qui sont des références  
 Ce sont ces pays là auxquels j'aimerais que mon pays ressemble  
 Mais hélas.  
 Puis viendra l'argument massue : nous avons

le peuple avec nous sans dire lequel  
 Serait-ce les réfugiés de nos régions installés à Bamako dans le plus grand dénuement,  
 Ou alors actualité oblige les oubliés de Niono,  
 Ou peut être encore les habitants de Gao, de Tombouctou ou de Kidal ?  
 Mais patience, la vérité est lente mais elle est inéluctable  
 Le temps est l'autre nom de Dieu disait l'Ivoirien.  
 Ce peuple au nom duquel vous parlez, dont vous vous réclamez le torse bombé,  
 S'il vous soutient pour la prolongation pourquoi changerait-il d'avis lors des élections ?  
 Mais il faut vous le concéder, au moment où je vous parle, la nécessité de la prolongation de la durée de la transition a un sens, car tout a été fait pour cela mais passons...  
 Mais nous ne sommes pas obligés de le faire avec ceux qui ont échoué  
 Comme nous n'étions pas obligés de voter IBK en 2018 quand il a échoué.  
 Ne me demandez pas comment on le ferait, Dieu merci mon pays regorge encore de patriotes.  
 Oui j'aurais soutenu le Président de Transition si  
 Il acceptait sa responsabilité dans l'échec de la transition,  
 S'il osait dire que la corruption est un crime imprescriptible contre le peuple malien,  
 S'il avait le courage de dire et de soutenir que l'audit de la gestion de la transition doit faire partie des résolutions des Assises,  
 S'il avait restitué les 2/3 de ses fonds de souveraineté au Trésor public,  
 S'il choisissait ses collaborateurs, ses ministres d'abord et avant tout sur les critères de compétences et d'intégrité,  
 Si toutes ces décisions reflétaient le Mali avant tout, le Mali d'Abord,  
 Mais Hélas.  
 Alors, de grâce, souffrez que je refuse le statut de canard sauvage,  
 Souffrez que j'ai plus de méfiance que de confiance dans les autorités de la transition,  
 Souffrez que je puisse m'exprimer sans que vous ne me jetiez l'anathème,  
 Souffrez que l'on puisse être patriote sans être pro Assimi.  
 Puisse le Seigneur sauver notre nation.

A.D

Source : Le Challenger

## Transition : Juste combat, mauvaise arme

Creuser des tranchées, s'installer dans une drôle de guerre avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), telle que la tendance se dégage clairement en ce moment dans le pays, serait la pire des farces que l'on pourrait servir à tous ceux qui se tordent de rire de notre ramdam.



**E**n effet, dans une situation politique qui se caractérise par un vide des idées des profito-situationnistes, rempli comme on le voit par la violence des arguments, par les applaudissements des rentiers politiques et leur médiocrité subventionnée, houspiller et brinqueballer la CEDEAO transformée pour les besoins de la cause en ennemi public numéro un, c'est se tromper de focale et surtout se montrer agnosique. Parce que le Mali est membre fondateur de cette organisation qui a parrainé l'intervention de notre "partenaire historique" pour stopper l'avancée fulgurante de la horde jihadistes vers le Sud, en 2013. C'est cette organisation dont la sollicitude n'a jamais fait défaut à l'égard de notre pays. Cela aussi est une réalité.

Au lieu de la "bloody-nosestrategy" des Américains, la stratégie du bourre-pif (cogner d'abord et parler ensuite), d'enflammer les re-

lations, il serait de bon ton de mettre au pas nos divergences avec l'organisation sous-régionale découlant de nos propres choix "ab initio" timorés et mal assumés. On ne demande pas à nos voisins dont nous sommes pourtant les inspirateurs, à la grande différence que notre coup d'Etat avait toutes les allures d'une révolution de palais contrairement à leur bain de sang, d'honorer des échéances parce qu'ils n'en ont pas établi. Ils n'ont rien promis à personne et le soleil continue de se lever à l'est. A présent que nous découvrons les vertus du plan B comme dans l'affaire WAGNER que certains considèrent à tort ou à raison comme un plan de changement de sous-traitant sécuritaire, un plan B politique s'impose et est bien en marche, à savoir les Assises Nationales de la Refondation (ANR). Ces consultations perçues comme superfétatoires par certains, à l'instar des Partis et Regroupements des partis

politiques du Cadre d'échange pour une Transition réussie au Mali, dont la cohésion est mise à très rude épreuve au fur et à mesure qu'approche l'échéance, pourraient infléchir la ligne rigide de la CEDEAO.

Mais, il faudrait bien parler au conditionnel, parce que, non seulement entre les autorités de la Transition et la Conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO, il y a eu des engagements non conditionnels, dont le peuple n'a eu que rétrospectivement connaissance de bribes, mais également parce que les dispositions communautaires s'appliquent à tous les Etats membres. Ainsi, dans la recherche de rebouteux, ce qui est annoncé n'être qu'une formalité, risque de n'être en réalité qu'une étape de plus dans un long chemin de croix.

C'est pourquoi, après le niveau de décibels auquel CKM a poussé la voix pour se faire entendre, lors de la 76e Assemblée générale des Nations-Unies, il est temps de baisser le volume des objurgations, de l'écholalie contre-productive des matamores ; de réduire la voilure des ambitions toute théorique d'un Etat souverain..., de changer radicalement de paradigme pour privilégier l'intelligence du collectif. Les voltigeurs dézingueurs de service doivent également changer de plan de vol.

Nous nous devons tous de sortir de l'émotionnel d'un souverainisme pour surmonter le pataquès autour de l'organisation d'élections présidentielle et législatives transparentes, libres et démocratiques acceptée par tous les acteurs politiques. Ce, en toute lucidité, en toute responsabilité. Parce qu'en gros, on est toujours aussi suffisants, mais pas autosuffisants.

Parce que les autres ne sont pas nés de la dernière pluie pour se laisser embrouiller par des appareils bruiteurs chargés à bloc. Comme dirait le chanteur : «Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fera baisser la fièvre ». On gagne toujours à regarder la réalité en face.

PAR BERTIN DAKOUCO  
Source : Info-Matin

# Semaine de la cohésion sociale à Mopti : Un cadre idéal pour rapprocher les cœurs

La semaine de la cohésion sociale a été lancée à Mopti par le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion sociale, Ismaël Wagué. Elle se déroulera du 18 au 22 octobre 2021. Le thème retenu est : « la santé au cœur de la cohésion sociale ».

**A** Mopti, le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion sociale, Ismaël Wagué, s'est rendu dans trois camps de déplacés internes. Il n'est pas allé les mains vides car il a donné des denrées alimentaires à la population histoire afin d'atténuer leurs souffrances en cette période de soudure. Il en a profité pour livrer le message de solidarité du président de la transition, le Colonel Assimi Goïta et de son gouvernement. Ce geste de solidarité est une manifestation de la volonté des autorités de la transition d'inviter tous les maliens à la table de la réconciliation.

Le 2ème adjoint du maire de la Commune urbaine de Mopti, Kassoum Baber Djitteye s'est réjoui de la visite du ministre Wagué dans la Venise malienne. Aussi, il précise que les populations de Mopti accompagneront les autorités de la transition pour poser les jalons du retour à la paix. « **Je voudrais également**

**demander aux chefs de quartier, à la jeunesse, d'être des porteurs de messages de sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et les avantages de la vaccination néonatale sur les dangers de l'automédication et les médicaments de la rue** », a-t-il dit.

Comblé et satisfait de cette visite, le directeur de cabinet du gouverneur de Mopti Kantara Diawara a félicité le ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion sociale pour la tenue de cette première semaine de la cohésion sociale placée sous le signe de la santé. Cette semaine est organisée par l'association des étudiants ressortissants de la région de Mopti à Bamako. « **Cette semaine de la réconciliation sera marquée par des activités notamment une conférence - débats sur l'importance de la vaccination, sur la nécessité de tourner le dos aux médicaments de la rue, l'automédication.**

**Des consultations gratuites, des dons de médicaments, des opérations de la chirurgie de la cataracte sont également prévues. « Toutes ces activités sont aux bénéfices des populations notamment les populations vulnérables et les déplacés. »**

Dans la même veine, Kantara Diawara a rassuré les autorités pour la réussite de cette semaine, première du genre. « **Nous vous donnons l'assurance que nous allons nous mobiliser durant cette semaine du 18 au 22 octobre pour que cette première édition soit une réussite. A Mopti, malgré le contexte difficile de situation sécuritaire, la région de Mopti est en route pour la paix et la cohésion sociale, car les populations sont engagées dans ce sens, elles croient à leur pays, aux autorités de la transition pour surmonter ce cap** », a-t-il conclu.

Prenant la parole, le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion sociale Ismaël Wagué, a remercié l'ensemble des autorités politiques, administratives et les populations de la région de Mopti pour leur participation à cette semaine qui permettra à la population de Mopti de privilégier le dialogue pour le règlement des différends. « **Nous demandons surtout aux uns et autres de se pardonner, de se faire confiance** », a-t-il exhorté, et de renchérir que le gouvernement et ses partenaires ont fait des efforts considérables par rapport à l'amélioration des conditions dans les camps.

Cette semaine de la cohésion sociale se déroule durant le mois de la solidarité, une période de partage. Pour cela une attention particulière doit être accordée aux déplacés de la crise sécuritaire. L'objectif des plus hautes autorités est de créer des conditions pour que les populations puissent retourner dans leurs zones de résidence.

■ Ibrahim Sanogo



## Culture : Origine du nom de famille Traoré

Traoré est sans nul doute l'un des noms les plus fréquents chez les Mandingues (principalement bambara et Malinkés) et les Soninkés. Il est également très porté par le peuple sénoufo.

L'histoire de la famille Traoré est indissociable de celle de Tiramakhan Traoré, un général mandingue ayant vécu au XIII<sup>e</sup> siècle. Après la victoire de Soundiata Keita face au roi Soumahoro Kanté, le nouveau roi du Mandé envoie ces généraux annexer de nouveaux territoires et c'est ce que fera Tiramakhan Traoré, il fonde d'ailleurs le Kaabunké (aussi appelé royaume Kaabu) dans l'actuel Sénégal après avoir vaincu le roi du Bainouk, et le clan Traoré commence à régner en maître dans la région. L'état du Kaabunké sera un territoire du Manden pendant presque trois siècles. Le Kaabunké était un état très structuré et remarquable pour l'époque, et divisé en plusieurs provinces chacune dirigée par un mansa (roi). Ce n'est pas tout, au niveau économique, le Kaabunké était l'une des régions le plus prospère et stable économiquement grâce à une agriculture florissante sur un territoire très boisé avec de vastes forêts, savanes et terres fertiles et grâce au commerce par l'intermédiaire des Malinkés qui établirent plusieurs comptoirs commerciaux. Le royaume étant dirigé par des guerriers, ils protègent les agriculteurs et les commerçants. En dehors des épisodes de conflits internes entre nobles, le pays est sûr. Les routes commerciales sont sécurisées ce qui permet à toute caravane commerciale et tout commerçant étranger de traverser le Kaabunké sans problèmes.

Ce n'est pas tout, quelque siècle après, des Traoré fondent le royaume du Kéné Dougou dans l'actuel Mali, connu grâce à Babemba Traoré qui mène une résistance féroce aux troupes coloniales françaises.

### Signification

À l'origine, le patronyme Traoré s'écrit Tarawélé, il est difficile de lui donner une étymologie exacte, mais plusieurs théories circulent sur la signification du nom. La première théorie (la plus connue) indique que Tarawélé signifie « va l'appeler ». Cette théorie tient son sens grâce au savant Solomana Kanté qui présente dans un de ces livres un guerrier du nom de Touraman Koroba (Touraman l'ancien) qui

était un grand guerrier avant l'avènement de Soundiata, il avait beaucoup défendu et protégé le Manden.

Après sa retraite, le pays fut attaqué par une puissante armée ennemie qui était à deux doigts de vaincre l'armée de Manden. Il a été dit qu'il fallait appeler le vieux Touraman pour venir porter main forte à l'armée, sinon l'ennemi triomphera. C'est ainsi que le vieux Touraman s'est levé et sellé son cheval pour aller combattre l'ennemi et il a réussi à sauver le Manden. Quelque décennie après la victoire, les djelis (griots) du Manden ont commencé à faire des éloges pour les descendants de Touraman Koroba en disant « Aw Bemba Tara wélé ka kélé ban » (ils ont appelé votre ancêtre pour vaincre l'armée ennemie). Touraman est également l'ancêtre des deux frères Tarawélé qui ont tué le buffle de la forêt de Do appelé : Dan Massa Wulani et Dan Massa Wulamba.

Le petit frère Dan Massa Wulamba portait aussi le prénom de Touraman l'ancien.

Le grand frère Dan Massa Wulani a pris le patronyme Diabaté.

Une autre théorie (moins connue) indique qu'avant d'avoir l'appellation Tarawélé, le clan se nommait Trawoulé. « Tra » signifie chaleur et « Woulé » signifie rouge, le tout se prononçant Trawoulé qui désignait un dur à cuire.

À noter qu'en Gambie, le patronyme Traoré s'écrit Trawally. Autrefois, les filles Taraélé étaient nommées automatiquement Dansira. Traoré est le nom le plus fréquent au Mali, le douzième nom le plus fréquent en Côte d'Ivoire et le quinzième nom le plus fréquent en Guinée.

Djibril Mamadou Coulibaly  
Source : LE COMBAT



# Sommet de l'UE : Entre le prix du gaz et la Pologne, indigeste menu pour les 27

Les 27 de l'Union Européenne se réunissent ce jeudi et demain à Bruxelles pour un sommet où il sera question notamment de la pandémie de Covid, de la flambée du prix de l'énergie -notamment du gaz-, de la COP 26 et des tensions avec la Pologne. Un agenda très chargé donc.

**A**vec Varsovie qui conteste toujours la suprématie du droit européen sur le droit national, c'est un bras de fer qui s'est engagé entre les 26 et le gouvernement polonais. Car à part en Europe centrale où la Pologne bénéficie d'un net soutien, la plupart des pays européens sont plutôt d'accord pour estimer que le tribunal constitutionnel polonais sape les bases mêmes de l'Union européenne. C'est une attaque sans précédent contre l'un des éléments fondateurs de l'Union Européenne, estime Bruxelles... La Pologne de son côté met en avant sa souveraineté et dénonce le « chantage » exercé par l'Union Européenne qui menace de ne plus lui verser de financements si elle persiste dans cette voie. A l'ouverture du sommet, le Premier ministre

polonais a de nouveau rejeté tout « chantage » mais s'est déclaré « prêt au dialogue ».

## Quelles mesures prendre ?

Le constat est partagé mais c'est sur la méthode que des divergences se font jour. Certains veulent une décision politique de principe immédiatement pour un gel des versements de fonds européens à la Pologne, mais d'autres préconisent d'attendre un avis juridique définitif de la Cour de Justice de l'Union. Mais les mesures de rétorsion, économiques ou juridiques, sont des outils délicats à manier qui pourraient en outre ouvrir une crise majeure au sein de l'Union Européenne, et braquer d'autres pays d'Europe de l'Est. C'est d'ailleurs la crainte d'Angela Merkel, la

chancelière allemande qui prône le dialogue avec Varsovie et espère trouver un moyen d'éviter cette crise ouverte - elle aura à cœur d'y parvenir car ce sommet européen devrait être son dernier après 16 années passées au pouvoir...

## Autre ligne de fracture : le gaz

Et les lignes de fractures entre Européens sont encore plus nombreuses sur les prix de l'énergie. Certains pays sont déçus par la fameuse « boîte à outils » présentée il y a une semaine par la Commission. Ils demandent à nouveau d'aller beaucoup plus loin. L'Espagne revient à la charge sur des achats groupés à 27 mais dans le nord-ouest de l'Europe on lui répond que ses problèmes viennent du fait qu'elle n'a pas de contrats à long terme.

La flambée des prix de l'énergie est vue dans certains pays comme un problème éphémère. Les prix se réguleront d'eux-mêmes au printemps, dit-on en Allemagne, au Benelux ou en Scandinavie ; des pays défavorables à une réforme du marché intérieur européen de l'énergie et donc à la demande française de supprimer l'alignement des prix de l'électricité sur ceux du gaz.

Source : RFI



## Libye : Stabiliser le pays, l'objectif de la conférence internationale de Tripoli

C'est une première à Tripoli depuis dix ans : le ministère libyen des Affaires étrangères organise, jeudi 21 octobre, une conférence ministérielle internationale pour la stabilité en Libye. Une trentaine de délégations sont attendues dans la capitale libyenne. Priorité affichée de ce rendez-vous : la tenue des élections, prévues normalement en décembre et considérées par les partenaires de la Libye comme cruciales pour consolider la transition. Le gouvernement d'Abdel Hamid Dbeibah souhaite reprendre l'initiative.



**T**ripoli, depuis plusieurs jours, est quadrillée par un dispositif de sécurité renforcé. La route côtière qui mène à l'hôtel de luxe Corinthia, où se tient la conférence jeudi 21 octobre, a été fermée à la circulation. Une trentaine de délégations ministérielles sont attendues : le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, en sera, comme le n°2 de la diplomatie turque, ainsi que les pays voisins – Égypte, Tunisie, Algérie, Tchad et Soudan – sans oublier l'ONU et des représentants de l'Union européenne, de l'Union africaine et de la Ligue Arabe.

« Les Libyens ont montré qu'ils étaient pour la réconciliation nationale et pour avancer dans le processus démocratique à travers les élections prévues le 24 décembre. L'enjeu de cette conférence, c'est de montrer que l'initiative est libyenne. »

Libye: Ahmed El Arbet s'exprime sur la conférence internationale prévue à Tripoli le 21 octobre 2021

Aabla Jounaïdi

Tous sont invités par Tripoli pour soutenir le volet sécuritaire de la transition, le maintien du cessez-le-feu en vigueur depuis l'automne 2020 et le retrait des combattants étrangers. Le volet sécuritaire n'est qu'un des trois abordés cette année à Genève. Il sera aussi question du volet militaire et du volet économique. À propos de ce dernier, la conférence doit appuyer le dégel des avoirs libyens à l'étranger et l'ouverture aux investissements.

Selon les termes du communiqué du ministère des Affaires étrangères, la Libye entend coordonner l'aide apportée par la communauté internationale pour répondre aux besoins urgents du pays. À plus long terme, il s'agit de débloquer les quelque 170 milliards d'avoirs libyens gelés depuis 2011 par l'ONU et l'Union européenne, qui ne souhaitent débloquer ces sommes qu'après l'installation d'un gouvernement élu.

Une des priorités de la communauté internationale est la tenue du scrutin présidentiel, censé se dérouler en décembre. Elle bute sur

les dissensions qui persistent entre les clans rivaux de l'Est et l'Ouest libyen. Au point qu'une question se pose : l'actuel Premier ministre par intérim, Abdel Hamid Dbeibah, va-t-il se saisir de la conférence pour annoncer un éventuel report des élections et se maintenir encore un peu au pouvoir ? C'est la crainte, à deux mois de l'échéance initiale pour ce scrutin. Plusieurs personnalités politiques du camp de l'est libyen émettent d'ailleurs des doutes quant au but réel de cette conférence, qu'ils considèrent surtout « un plan gouvernemental pour contourner les élections ».

Au sein de la classe politique et parmi les militants de la société civile, le scepticisme est palpable. Pour plusieurs d'entre eux, c'est une conférence de plus qui ne devrait pas déboucher sur des décisions concrètes autre qu'un énième appel au départ des mercenaires étrangers.

Source : RFI

# CAN féminine 2022 : Programme et résultats des qualifications

La Confédération Africaine de Football (CAF) a dévoilé le programme prévisionnel des qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations féminine prévue du 2 au 23 juillet 2022 au Maroc. Le premier tour aller de ces éliminatoires aura lieu le 20 octobre 2021, tandis que le premier tour retour se tiendra entre le 23 et le 26 octobre. A noter que les 22 équipes qualifiées disputeront un deuxième tour, avant que les onze meilleures ne rejoignent la sélection marocaine en phase finale.

## COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS FÉMININE, MAROC 2022 : TOUR ALLER

### Mercredi 20 octobre –

Ouganda – Éthiopie, à Kampala 2-0  
Kenya – Soudan du Sud, à Nairobi 8-0  
Érythrée – Burundi, Asmara 0-5  
Djibouti – Rwanda, à Djibouti [Forfait Rwanda]  
Malawi – Zambie, à Lilongwe 1-1  
Tanzanie – Namibie, à Dar es Salaam 1-2  
Zimbabwe – Eswatini, à Harare 3-1  
Angola – Botswana, à Luanda 1-5  
Mozambique – Afrique du Sud, à Maputo 0-7  
Algérie – Soudan, à Alger 14-0  
Égypte – Tunisie, au Caire 2-6  
Guinée équatoriale – RD Congo, à Malabo [Forfait RDC]

Congo-B – Gabon, à Brazzaville 2-1  
Sierra Leone – Gambie, à Makeni City 0-2  
Liberia – Sénégal, à Paynesville 1-2  
Mali – Guinée, à Bamako 2-2  
Guinée-Bissau – Mauritanie, à Bissau 1-0  
Burkina Faso – Bénin, à Abidjan [Côte d'Ivoire] 2-1  
Nigeria – Ghana, à Lagos 2-0  
Niger – Côte d'Ivoire, à Niamey 0-9  
Sao Tomé et Príncipe – Togo [reporté]  
République centrafricaine – Cameroun 0-1

## COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS FÉMININE, MAROC 2022 : TOUR RETOUR

### Samedi 23 octobre –

Burundi – Érythrée, à Ngozi

Namibie – Tanzanie, à Johannesburg [Afrique du sud]

### Dimanche 24 octobre –

Soudan du Sud – Kenya, à Nairobi  
RD Congo – Guinée équatoriale, à Kinshasa  
Cameroun – République centrafricaine, à Yaoundé

Guinée – Mali, à Nongo  
Bénin – Burkina Faso, à Cotonou  
Ghana – Nigeria, à Accra

### Lundi 25 octobre –

Gambie – Sierra Leone, à Bakau  
Côte d'Ivoire – Niger, à Abidjan

### Mardi 26 octobre –

Éthiopie – Ouganda, à Bahir Dar  
Rwanda – Djibouti, à Kigali [Forfait Rwanda]  
Zambie – Malawi, à Lusaka  
Eswatini – Zimbabwe, à Manzini  
Botswana – Angola, à Francistown  
Afrique du Sud – Mozambique, à Johannesburg  
Soudan – Algérie, à Omdurman  
Tunisie – Égypte, à Tunis  
Togo – Sao Tomé et Príncipe, à Lomé  
Gabon – Congo-B, à Libreville  
Sénégal – Liberia, à Thiès  
Mauritanie – Guinée-Bissau, à Nouakchott

**NB : Les 22 équipes qualifiées s'affronteront lors d'un deuxième tour dont les dates restent à confirmer.**

Source : RFI





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Un nouveau poste laisse dans le doute sur sa durée. Un manque de visibilité survient dans votre parcours professionnel. Votre poste peut consister en un remplacement d'une durée inconnue. Un sentiment de frustration intervient et vous devez être patient.

C'est encore la prudence qui partage votre vie et c'est encore la meilleure solution à adopter. Pluton en Capricorne peut vous obliger à changer de secteur professionnel et à être attentif à la trésorerie. Le désir d'acheter des articles reste un fantasme.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous bénéficiez du soutien de contacts professionnels influents. Vous jouez toutes vos cartes pour obtenir le bonus tant attendu. Le jeu en vaut certainement la chandelle. Jupiter vous conseille de manier habilement le verbe et le tour est joué.

Si l'envie vous prend de vouloir trop dépenser, un petit signal d'alarme va très rapidement se mettre en route, histoire de vous rappeler que vous avez des impératifs et des charges. Ne dilapidez pas votre argent sans avoir bien réfléchi.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un pic d'activité accompagne une désorganisation. Vous pourriez avoir à remplacer un collègue ou à faire plusieurs tâches à la fois. La journée risque d'être épuisante et avec peu de repos. Dans cette ambiance, la fatigue survient avant la fin de la soirée.

Les ressources actuelles sont insuffisantes ou elles peuvent partir dans diverses dépenses. L'heure n'est pas aux économies et vous pouvez constater que le salaire ne couvre pas tout. Pensez à faire de la récupération ou à acquérir des articles en solde.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous serez particulièrement efficace. Votre organisation ne souffrira d'aucune faille. Minutieux, appliqué, votre travail sera exemplaire. Vous récolterez les félicitations de votre direction. Et il n'est pas impossible qu'une prime suive ! La Lune met l'accent sur vos finances en ciblant une dépense imprévue ou au montant plus élevé que prévu. Demandez à échelonner le paiement de manière à ne pas créer un déséquilibre important de votre compte. Ne vous démunissez pas.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Avec votre ambition tenace, vous désirez trouver un poste qui donne de la liberté d'action. Au près de vos collaborateurs, vous pouvez ressentir cette rivalité embarrassante. Songez à vous lancer en solo dans une création d'entreprise pour-rait vous séduire.

Vous devez revoir votre façon de dépenser et contrôler votre désir de luxe. Uranus en Taureau change votre relation à l'argent. Vous pourriez avoir envie de gagner davantage, car vous ne supportez pas la frustration devant les articles qui vous séduisent.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Sur le plan professionnel, vous êtes sur tous les fronts, vous développez de nouveaux projets, on vous fait confiance. Comme à votre habitude, vous prenez les choses en main, secrètement vous espérez une promotion. Vous redoublez vos efforts.

Financièrement, vous renouez avec la confiance, si vous redoutiez les problèmes d'argent, vous sortez de la crise. C'est avec une grande efficacité que vous réussissez à gérer votre budget. Aujourd'hui, vous profitez de moments plus avantageux.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une légère amélioration se fait sentir dans votre poste. Cela peut venir suite à un appui d'un collaborateur qui voit en vous, vos compétences. Vos tâches peuvent pourtant être répétitives ou apporter un sentiment de routine qui vous décourage par moments.

Vous faites le dos rond, car vous avez compris que la patience est votre alliée. Le budget continue d'être serré, mais vous trouvez des solutions et l'entourage vous apporte des aides avec des services. Cette aide est appréciée et vous redonne du pep's.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le carré Lune/Uranus vous met face à des changements que vous n'avez pas souhaités, mais que vous êtes obligé de suivre. Vous n'aurez pas le choix. Mais, en bon Scorpion que vous êtes, vous vous adaptez et vous en tirez un avantage !

Tout devrait bien se passer dans le domaine financier. Toutefois, il ne serait pas inutile de mettre un frein aux dépenses superficielles. Elles vous satisfont sur le moment, mais ensuite vous réalisez qu'elles n'étaient pas indispensables et vous vous en voulez.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des collaborations sont source de joies. Vous remarquez que l'on écoute vos conseils et la complicité continue d'être importante dans votre activité. Jupiter en Sagittaire vous apporte de la satisfaction et de la positivité. Votre ambition revient en force.

Des doutes surviennent dans votre vie professionnelle et avant de vous lancer dans un nouveau départ. Il est conseillé de freiner vos dépenses et de voir si elles sont réellement importantes et prioritaires. Un peu d'inquiétude est à venir pour la journée.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous êtes à deux doigts de baisser les bras, vous n'arrivez plus à lutter contre les personnes mal intentionnées de votre entourage professionnel. Vous bénéficiez d'une aide que vous n'attendiez plus, encore un peu de patience pour que tout s'arrange.

Pensez à placer vos gains avant d'être soumis à la tentation et de craquer pour des achats compulsifs. Si vous en éprouvez le besoin et que ça peut vous rassurer, prenez votre calculatrice, refaites vos comptes, et traquez la moindre dépense.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous travaillez en équipe, il est conseillé de ne pas être impulsif, car votre franchise amène une tension. Des efforts sont à faire pour ne pas altérer l'ambiance. Votre nature enjouée est appréciée. L'ambiance est bonne tout en étant productive.

Pour économiser, vous pourriez limiter les sorties. Cette résolution est difficile à tenir. Vous aimez faire des activités avec vos amis, or tout cela a un coût. Ces loisirs sont la cause principale de dépenses. L'argent vous file entre les doigts.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous savez ce que vous valez et vous ne jouez pas les faux modestes. Vous attendez que l'on reconnaisse à leur juste valeur vos mérites et vos capacités. Cependant une attitude trop agressive aura l'effet inverse. Ne vous faites pas rejeter !

Côté finances, tout semble aller pour le mieux. Les rentrées sont régulières, vous parvenez à équilibrer votre budget sans pour autant vous priver. Vous êtes heureux de constater que vous êtes arrivé à tenir parole ! Vous êtes plus rigoureux.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23